
Le 17-02-2018

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

LE CETA (TRAITÉ ENTRE LE CANADA ET L'UNION EUROPÉENNE) NE DOIT PAS ÊTRE RATIFIÉ PAR LES PARLEMENTAIRES FRANÇAIS LORS DU VOTE QUI AURA LIEU AU DEUXIÈME SEMESTRE 2018.

MOBILISONS-NOUS POUR OBLIGER NOS PARLEMENTAIRES

A VOTER NON AU TRAITE COMMERCIAL DE LIBRE ECHANGE

ENTRE LE CANADA ET L'UNION EUROPEENNE (CETA)

Il suffit en effet qu'un Etat membre de l'Union européenne vote contre pour rendre caduc ce traité extrêmement néfaste pour **L'AGRICULTURE** et **L'ÉLEVAGE** français, pour **LA SANTÉ** de la population, pour **NOS EMPLOIS**, pour **L'ENVIRONNEMENT** en termes de production de gaz à effet de serre, pour **LA DÉMOCRATIE**.

L'AGRICULTURE FRANÇAISE EN DANGER

Avec l'augmentation de 50 000 tonnes du quota canadien de viande bovine, l'impact du CETA serait suffisant pour précipiter encore davantage la filière viande bovine dans une très grave crise. On peut considérer qu'environ 12 500 emplois seraient supprimés dans la filière (7 500 emplois d'éleveurs et 5 000 autres emplois : abattages, etc.) dans l'aval de la filière. Bien évidemment, les conséquences seraient identiques sur la filière porcine.

AGGRAVATION DES RISQUES SUR LA SANTÉ DES CITOYENS

Les produits en provenance du Canada ne sont pas soumis aux mêmes règles sanitaires que les produits français. Leur consommation en France présente de réels dangers pour la santé de chacun.

CONSÉQUENCES SUR L'EMPLOI

D'une manière générale, l'ouverture des frontières se traduit par une hausse du chômage des actifs des secteurs en concurrence, ce qui les oblige à accepter des salaires plus bas ou des conditions de travail dégradées.

LE CETA DÉGRADE LE CLIMAT ET ACCROÎT LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

La commission d'experts voulue et mise en place par Emmanuel Macron a reconnu que "*Le grand absent de l'accord est le climat*", et affirme que l'impact du CETA sur le climat, en matière d'émissions de gaz à effet de serre serait négatif¹.

LE CETA MÉPRISE LA DÉMOCRATIE

Le processus démocratique est menacé par deux nouveaux mécanismes institués par le CETA. D'une part, avec les tribunaux d'arbitrage qui sont une privatisation de la justice remettant en cause la capacité des Etats à légiférer, donc de la démocratie (et de les condamner à verser des indemnités colossales aux multinationales). D'autre part, les différents processus d'harmonisation des normes qui permettront aux administrations canadiennes et européennes en charge du commerce d'influencer les normes sanitaires, industrielles et environnementales bien en amont du processus législatif. De tels outils seront également à la disposition des intérêts des grandes entreprises qui s'en serviront pour influencer les élus aux niveaux local, national et européen.

OUI, NOUS DEVONS TOUT FAIRE POUR QUE LES PARLEMENTAIRES FRANÇAIS NE RATIFIENT PAS CE TRAITÉ. NOUS LES APPELONS À VOTER NON MASSIVEMENT !

Notes:

1 - Le pétrole issu des sables bitumineux est l'un des plus sales au monde. Le processus d'extraction est complexe et des plus polluant. Du méthane, dont l'effet de serre est au moins 20 fois plus puissant que le CO2 et de l'anhydride sulfureux, responsable de l'acidification des lacs et des forêts, sont dégagés dans l'air pendant le processus. Résultat : l'extraction d'un baril de pétrole des sables bitumineux en Alberta génère au moins trois fois plus de gaz à effet de serre que la production de pétrole «classique».

PETITION

[Télécharger le tract](#)

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire